



**PREFECTURE  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
(NOMINATIFS)  
N°75-2023-737

PUBLIÉ LE 29 DÉCEMBRE 2023

# Sommaire

## **Assistance Publique - Hôpitaux de Paris / secrétariat de direction**

75-2023-12-22-00046 - Arrêté portant nomination du président du Comité Consultatif Médical (CCM) de l'hôpital Paul-Doume (1 page) Page 3

## **Assistance Publique - hôpitaux de Paris - Centre Université Paris Cité /**

75-2023-12-28-00016 - Arrêté 2023-021 Composition du Comité Social d'Établissement Local du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre Université Paris Cité (6 pages) Page 5

## **Préfecture de Police / Cabinet**

75-2023-12-27-00004 - Arrêté n° DOM 2023219 du 27 décembre 2023 portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale [REDACTED] (2 pages) Page 12

## **Préfecture de Police / Direction des transports et de la protection du public**

75-2023-12-08-00016 - [REDACTED] Arrêté n° DOM 2023178 du 08/12/2023 [REDACTED] portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale [REDACTED] (3 pages) Page 15

75-2023-12-26-00009 - Arrêté n° DOM 2023213 du 26 décembre 2023 [REDACTED] portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale à la société ABC LIVE dans les locaux de son établissement secondaire sis 126 rue d'Alésia paris14 (2 pages) Page 19

75-2023-12-22-00045 - Arrêté n° DOM 2023215 du 22 décembre 2023 [REDACTED] portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale à la société DOMACT dont le siège social est situé au 1 passage des Acacias Paris 17 à exercer pour une durée de 6 ans (2 pages) Page 22

75-2023-12-29-00005 - Arrêté n° DOM 2023223 du 29 décembre 2023 portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale [REDACTED] (2 pages) Page 25

75-2023-12-29-00004 - Arrêté n° DOM 2023224 du 29 décembre 2023 [REDACTED] portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale [REDACTED] (2 pages) Page 28

Assistance Publique - Hôpitaux de Paris

75-2023-12-22-00046

Arrêté portant nomination du président du  
Comité Consultatif Médical (CCM) de l'hôpital  
Paul-Doume

ARRÊTÉ n°

Portant nomination du Président du Comité Consultatif Médical (CCM) de l'hôpital Paul-Doumer

Le directeur de l'hôpital Paul-Doumer ;

Vu le code de la santé publique, en particulier l'article R. 6144-5 ;

Vu le règlement intérieur de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris, notamment ses annexes 1 et 4 ;

Vu l'arrêté n° DG 2023-111 relatif aux élections organisées pour le renouvellement de la commission médicale d'établissement, des commissions médicales d'établissement locales et des comités consultatifs médicaux de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris en date du 17 août 2023 et le règlement électoral annexé ;

Vu l'arrêté n° DG 2023-144 fixant la liste des membres élus au comité consultatif médical de l'hôpital Paul-Doumer ;

Vu l'arrêté n° DG 2023-100 portant nomination du directeur médical du département médico-universitaire de l'Hôpital Paul Doumer ;

Considérant la candidature de Monsieur Joël SCHLATTER à la fonction de Président du CCM déclarée lors de la réunion du CCM le 22 décembre 2023 ;

Considérant qu'il n'y a pas de candidature à la fonction de Vice-président du CCM déclarée lors de la réunion du CCM le 22 décembre 2023 ;

Vu le procès-verbal établi à l'issue du décompte des voix le 22 décembre 2023, sous la supervision de Monsieur Odon MARTIN MARTINIERE, directeur et Monsieur Joël SCHLATTER représentant de l'administration et doyen d'âge des praticiens hospitaliers présents ;

ARRÊTE :

Article 1er :

Monsieur Joël SCHLATTER, praticien hospitalier, pharmacien, est élu Président du comité consultatif médical de l'hôpital Paul-Doumer.

Son mandat débute le 22 décembre 2023 et se terminera le 21 décembre 2027.

Article 2 :

Lorsqu'en cours de mandat, le Président démissionne ou cesse d'appartenir à l'hôpital ou à la catégorie statutaire requise pour exercer sa fonction, son remplacement est organisé dans les conditions prévues par le règlement intérieur de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs, section des actes nominatifs.

Liancourt, le 22 décembre 2023.

Le Directeur

Odon MARTIN MARTINIERE

Assistance Publique - hôpitaux de Paris - Centre  
Université Paris Cité

75-2023-12-28-00016

Arrêté 2023-021 Composition du Comité Social  
d Établissement Local du Groupe  
Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre Université  
Paris Cité

## Composition du Comité Social d'Établissement Local du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP.Centre Université Paris Cité

ARRÊTÉ 2023 – 021

LE DIRECTEUR DU GROUPE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE AP-HP.CENTRE-UNIVERSITE PARIS CITE :

VU le code de la santé publique ;

VU le code général de la fonction publique

VU le décret n°2021-1570 du 3 décembre 2021 relatif aux comités sociaux d'établissement des établissements publics de santé, des établissements sociaux, des établissements médico-sociaux et des groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public ;

Vu le décret n°2022-858 du 7 juin 2022 relatif aux comités sociaux d'établissement locaux de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris et des Hospices civils de Lyon ;

VU le procès-verbal relatif aux résultats des élections professionnelles du 8 décembre 2022 ;

VU les listes présentées par les organisations syndicales pour le renouvellement des représentants du personnel au comité social d'établissement local à l'occasion des élections professionnelles du 5 au 8 décembre 2022 ;

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1 :

La répartition des sièges au sein du Comité Social d'Établissement Local du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP.Centre Université Paris Cité est fixée comme suit :

#### 15 sièges à pourvoir :

Inscrits	Votants	Exprimés	Blancs
12 538	2 934	2880	54

#### Nombre de voix par organisation syndicale :

CFDT	377	voix (13%)
CFTC	88	voix (3%)
FO	360	voix (13%)
SUD-SANTE	900	voix (31%)
UNSA-SANTE	88	voix (3%)
USAP CGT	1 067	voix (37%)

#### Répartition des sièges par organisation syndicale :

USAP CGT	6 sièges
SUD-SANTE	5 sièges
CFDT	2 sièges
FO	2 sièges

## ARTICLE 2 :

Ont été élus représentants titulaires et suppléants du personnel au comité social d'établissement local :

### Représentants titulaires CFDT :

HENRARD Laurence (NCK)  
DESMETTRE Josiane (VAUGIRARD)

### Représentants titulaires FO AP-HP :

JARVIS Ghislaine (VAUGIRARD)  
ALIDJRA Idriss (HTD)

### Représentants titulaires SUD SANTE :

ROINSARD Sabrina (HEGP)  
BOQUET Stanislas (CCH)  
BISCAY Anne-Marie (NCK)  
GHOZLANI Karima (CCL)  
RIVIERE Louis (NCK)

### Représentants titulaires USAP-CGT :

VEGA Aglavene (CCH)  
POKOUDIBY Marie-Rita (NCK)  
BELARBI Fatma (HEGP)  
GUENIFFEY Bruno (BROCA)  
REMBERT Nicolas (CCH)  
MATUSZCZAK Carole (HTD)

### Représentants suppléants CFDT :

MARTINEZ PARRA Rodrigo (HTD)  
PEDES Pasquale (NCK)

### Représentants suppléants FO AP-HP :

FRISSON Sébastien (BROCA)  
N'DIAYE Micael (CCH)

### Représentants suppléants SUD SANTE :

PASCAL Elodie (NCK)  
ALIBAR Benjamin (HEGP)  
PEFOURQUE Jérôme (CCL)  
MONDINE Maria (CCH)  
POPULO Wilfried (CCH)

### Représentants suppléants USAP-CGT :

KORCHI Rokaya (NCK)  
BARTHE Laetitia (HEGP)  
DAHURON Olivier (BROCA)  
YAZI Tayakout (CCH)  
LEMARCHAND Frédéric (NCK)  
DOUCOURE Hatoumata (HEGP)

## ARTICLE 3 :

La répartition des sièges au sein des formations spécialisées locales du GHU AP-HP. Centre-Université Paris Cité est fixée comme suit :

### **Pour Necker, Cochin et l'HEGP :**

- 9 sièges pour les représentants des personnels non médecins, non pharmaciens et non odontologistes désignés par les organisations syndicales.
- 2 sièges pour les représentants titulaires des personnels médecins, pharmaciens et odontologistes désignés en son sein par la commission médicale d'établissement.

### **Pour Broca et Corentin Celton :**

- 6 sièges pour les représentants des personnels non médecins, non pharmaciens et non odontologistes désignés par les organisations syndicales.
- 1 siège pour les représentants titulaires des personnels médecins, pharmaciens et odontologistes désignés en son sein par la commission médicale d'établissement.

### **Pour Hôtel Dieu et Vaugirard :**

- 4 sièges pour les représentants des personnels non médecins, non pharmaciens et non odontologistes désignés par les organisations syndicales.
- 1 siège pour les représentants titulaires des personnels médecins, pharmaciens et odontologistes désignés en son sein par la commission médicale d'établissement.

#### **ARTICLE 4 :**

Ont été élus représentants titulaires et suppléants du personnel aux formations spécialisées locale, non médecins, non pharmaciens et non odontologistes :

##### **Pour la formation Spécialisée de Necker :**

###### Représentants titulaires CFDT :

HENRARD Laurence (NCK)

###### Représentants titulaires FO AP-HP :

ALIDJRA Idriss (HTD)

###### Représentants titulaires SUD SANTE :

RIVIERE Louis (NCK)

PASCAL Elodie (NCK)

BISCAY Anne-Marie (NCK)

###### Représentants titulaires USAP-CGT :

POKOUDIBY Marie-Rita (NCK)

KORCHI Rokaya (NCK)

LEMARCHAND Frédéric (NCK)

GUENIFFEY Bruno (BROCA)

###### Représentants suppléants CFDT :

PEDES Pasquale (NCK)

###### Représentants suppléants FO AP-HP :

GREMMO Stephan (NCK)

###### Représentants suppléants SUD SANTE :

LEBEAU Catherine (NCK)

LAVERNHE Carole (NCK)

PALOMARES Sandrine (NCK)

###### Représentants suppléants USAP-CGT :

LEKCHINI Félix (NCK)

CHALCOL Cynthia (NCK)

GENDRE Alexandra (NCK)

BERNARI Marie-Aimée (NCK)

##### **Pour la formation Spécialisée de Cochin:**

###### Représentants titulaires CFDT :

MARTINEZ PARRA Rodrigo (HTD)

###### Représentants titulaires FO AP-HP :

N'DIAYE Micael (CCH)

###### Représentants titulaires SUD SANTE :

POPULO Wilfried (CCH)

BOQUET Stanislas (CCH)

MONDINE Maria (CCH)

###### Représentants titulaires USAP-CGT :

VEGA Aglavene (CCH)

REMBERT Nicolas (CCH)

LEMARCHAND Frédéric (NCK)

YAZI Tayakout (CCH)

###### Représentants suppléants CFDT :

RODIER Claudia (CCH)

###### Représentants suppléants FO AP-HP :

DAMOUR Karine Laure (CCH)

###### Représentants suppléants SUD SANTE :

TRAVERT Thierry (CCH)

DIABIRA Dianebe (CCH)

BIDEAU Vanessa (CCH)

###### Représentants suppléants USAP-CGT :

GENEST Caroline (CCH)

RAFAI Dalila (CCH)

KANOUTE Dialifily (CCH)

PIERRE LOUIS Cédric (CCH)

##### **Pour la formation Spécialisée de l'HEGP:**

###### Représentants titulaires CFDT :

DESMETTRE Josiane (VAUGIRARD)

###### Représentants titulaires FO AP-HP :

N'DIAYE Micael (CCH)

###### Représentants suppléants CFDT :

TIRSI Habiba (HEGP)

###### Représentants suppléants FO AP-HP :

JARVIS Ghislaine (VAUGIRARD)



Représentants titulaires SUD SANTE :

ROINSARD Sabrina (HEGP)  
ALIBAR Benjamin (HEGP)  
POPULO Wilfried (CCH)

Représentants titulaires USAP-CGT :

BARTHE Laetitia (HEGP)  
BELARBI Fatma (HEGP)  
VEGA Aglavene (CCH)  
MATUSZCZAK Carole (HTD)

Représentants suppléants SUD SANTE :

VERGNE Laurence (HEGP)  
HABAS Naima (HEGP)  
CORBIN Nadège (HEGP)

Représentants suppléants USAP-CGT :

GODFROY Anna (HEGP)  
BARRET Ingrid (HEGP)  
FELICE Christian (HEGP)  
PETIT Maxence (HEGP)

**Pour la formation Spécialisée de Broca :**

Représentants titulaires CFDT :

MARTINEZ PARRA Rodrigo (HTD)

Représentants titulaires FO AP-HP :

FRISSON Sébastien (BROCA)

Représentants titulaires SUD SANTE :

GHOZLANI Karima (CCL)  
BOQUET Stanislas (CCH)

Représentants titulaires USAP-CGT :

GUENIFFEY Bruno (BROCA)  
DAHURON Olivier (BROCA)

Représentants suppléants CFDT :

Représentants suppléants FO AP-HP

VOLTIGEUR Laure (BROCA)

Représentants suppléants SUD SANTE :

SETZE Manuel (BROCA)

Représentants suppléants USAP-CGT :

FERRANDES Herminia (BROCA)  
VIRGINIUS Danièle (BROCA)

**Pour la formation Spécialisée de Corentin Celton:**

Représentants titulaires CFDT :

DESMETTRE Josiane (VAUGIRARD)

Représentants titulaires FO AP-HP :

JARVIS Ghislaine (VAUGIRARD)

Représentants titulaires SUD SANTE :

GHOZLANI Karima (CCL)  
TUFFERY Daniel (VAUGIRARD)

Représentants titulaires USAP-CGT :

BELARBI Fatma (HEGP)

Représentants suppléants CFDT :

BAKAYOKO Corinne (CCL)

Représentants suppléants FO AP-HP

BOLOSIER Thierry (CCL)

Représentants suppléants SUD SANTE :

PEFOURQUE Jérôme (CCL)  
NOURRI Manon (CCL)

Représentants suppléants USAP-CGT :

VALMY Carole (CCL)  
JAMELOT Joran (CCL)

**Pour la formation Spécialisée de l'Hôtel Dieu:**

Représentants titulaires SUD SANTE :

MONDINE Maria (CCH)  
RIVIERE Louis (NCK)

Représentants titulaires USAP-CGT :

MATUSZCZAK Carole (HTD)  
REMBERT Nicolas (CCH)

Représentants suppléants SUD SANTE :

Représentants suppléants USAP-CGT :

FREMIOT David (HTD)  
FISTON Gaby (HTD)

**Pour la formation Spécialisée de Vaugirard:**

Représentants titulaires SUD SANTE :

GHOZLANI Karima (CCL)  
PEFOURQUE Jérôme (CCL)

Représentants titulaires USAP-CGT :

BARTHE Laetitia (HEGP)  
BELARBI Fatma (HEGP)

Représentants suppléants SUD SANTE :

MARTINE Carine (VAUGIRARD)  
RAMON Valérie (VAUGIRARD)

Représentants suppléants USAP-CGT :

PASQUALINI Aicha (VAUGIRARD)

**ARTICLE 5 :**

Ont été désigné en son sein par la commission médicale d'établissement en qualité de représentants titulaires des personnels médecins, pharmaciens et odontologistes aux formations spécialisées locales des sites du GHU AP-HP. Centre-Université Paris Cité :

**Pour la formation Spécialisée de Necker :**

Représentant titulaire :

KADLUB Natacha  
LERUEZ-VILLE Marianne

Représentants suppléants :

**Pour la formation Spécialisée de Cochin:**

Représentants titulaires :

CHOUCHANA Laurent  
LEFEVRE Hervé

Représentants suppléants :

**Pour la formation Spécialisée de l'HEGP:**

Représentants titulaires :

GISSELBRECHT Mathilde  
PODGLAJEN Isabelle

Représentants suppléants :

**Pour la formation Spécialisée de Broca :**

Représentants titulaires :

HAEGEL Camille

Représentants suppléants :

BOULLOUDANI Hana

**Pour la formation Spécialisée de Corentin Celton:**

Représentant titulaire :

Jean VIDAL

Représentants suppléants :

**Pour la formation Spécialisée de l'Hôtel Dieu:**

Représentant titulaire :

BATTEUX Frederic

Représentants suppléants :

BLACHER Jacques

**Pour la formation Spécialisée de Vaugirard:**

Représentant titulaire :

ORVOEN Galdric

Représentants suppléants

**ARTICLE 6 :**

Le Directeur général et la Directrice des ressources humaines du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre Université Paris Cité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Annule et remplace l'arrêté 2023 - 020*

Fait à Paris, le 28 Décembre 2023



Didier FRANDJI  
Directeur du GHU  
AP-HP. Centre-Université Paris Cité

Préfecture de Police

75-2023-12-27-00004

Arrêté n° DOM 2023219 du 27 décembre 2023  
portant autorisation pour l'exercice de l'activité  
de domiciliation commerciale

**Arrêté n° DOM 2023219 du 27 DECEMBRE 2023**

**portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale**

**Le préfet de Police,**

**VU** la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**VU** le code de commerce, notamment ses articles L. 123-10 à L. 123-11-8 et R. 123-166-1 à R. 123-171 ;

**VU** le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment son article 20 ;

**VU** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers notamment son article 4 ;

**VU** la demande reçue le 14 décembre 2023, formulée par Monsieur Gilles URBEJTEL, gérant de la société MG SERVICES, n° identifiant 413 728 098 R.C.S. PARIS, en vue d'obtenir l'agrément préfectoral pour son siège social et établissement principal, sis 13 rue Fernand Léger – 75020 PARIS, conformément à l'article L. 123-11-3 du code de commerce ;

**CONSIDERANT** que ladite société met à disposition des personnes domiciliées des locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise conformément à l'article R. 123-168 du code de commerce, au sein de son siège social et établissement principal;

**CONSIDERANT** les pièces produites par le pétitionnaire ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 :**

La société MG SERVICES, dont le siège social est situé 13 rue Fernand Léger – 75020 PARIS, est autorisée à exercer l'activité de domiciliation commerciale, dans les locaux de son siège social et établissement principal, pour une durée de 6 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Conformément à l'article R. 123-166-4 du code de commerce, toute modification substantielle portant sur le titulaire de l'agrément, les locaux et les moyens selon lesquels le titulaire dispose des locaux (bail, titre de propriété...), doit être déclarée dans un délai de **deux mois** et les pièces justificatives fournies à la Préfecture de Police de Paris – Direction des usagers et des polices administratives – Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – Section domiciliations, 1 bis rue de Lutèce 75195 PARIS Cedex 04.

### **Article 3 :**

Le directeur des usagers et des Polices administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de Police.

Pour le préfet de Police et par délégation

L'adjointe au chef du bureau  
des polices administratives de sécurité

Marion CHAUDRET

### **Délais et voies de recours**

*Conformément aux articles L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :*

- un recours gracieux, auprès du préfet de Police – DUPA– Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – 1 bis rue de Lutèce – 75195 PARIS CEDEX 04.*
- un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer - Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques-Place Beauvau -75008 Paris*
- un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

Préfecture de Police

75-2023-12-08-00016

Arrêté n° DOM 2023178 du 08/12/2023

portant autorisation pour l'exercice de l'activité  
de domiciliation commerciale

**Arrêté n° DOM 2023178 du 08/12/2023**

**portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale**

**Le Préfet de Police,**

**VU** la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**VU** le code de commerce, notamment ses articles L. 123-10 à L. 123-11-8 et R. 123-166-1 à R. 123-171 ;

**VU** le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment son article 20 ;

**VU** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers notamment son article 4 ;

**VU** la demande reçue le 24 novembre 2023, formulée par Monsieur Jean-Philippe AUPETIT, président de la société LES TRICOLORS, en vue d'obtenir l'agrément préfectoral pour son établissement secondaire situé au 41 rue Jacquemars Gielée – 59800 Lille, conformément à l'article L. 123-11-3 du code de commerce ;

**CONSIDERANT** que ladite société met à disposition des personnes domiciliées des locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise conformément à l'article R. 123-168 du code de commerce, au sein de son établissement secondaire ;



**CONSIDERANT** les pièces produites par le pétitionnaire ;

**SUR** proposition du directeur des usagers et des polices administratives ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1 :** La société LES TRICOLORES, dont le siège social est situé 6 rue d'Armaillé – 75017 PARIS, est autorisée à exercer l'activité de domiciliation commerciale au sein des locaux de son établissement secondaire situé au 41 rue Jacquemars Gielée – 59800 Lille, à compter de la notification du présent arrêté, pour une durée de six ans.

**Article 2 :** Conformément à l'article R. 123-166-4 du code de commerce, toute modification substantielle portant sur le titulaire de l'agrément, les locaux et les moyens selon lesquels le titulaire dispose des locaux (bail, titre de propriété...), doit être déclarée dans un délai de **deux mois** et les pièces justificatives fournies à la Préfecture de Police de Paris – Direction des usagers et des polices administrative – Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – Section domiciliations, 1 bis rue de Lutèce 75195 PARIS CEDEX 04.

**Article 3 :** Le directeur des usagers et des polices administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Paris et de la Préfecture de Police.

Pour le préfet de Police et par délégation

L'adjointe au chef du bureau  
des polices administratives de sécurité

Sidonie DERBY

### Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès du Préfet de Police – DUPA– Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – 1 bis rue de Lutèce – 75195 Paris Cedex 04  
 - un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer - Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques-Place Beauvau -75008 Paris  
 - un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup>

m  
o  
i  
s  
  
s  
u  
i  
v  
a  
n  
t  
  
l  
a  
  
d  
a  
t  
e  
  
d  
u  
  
r  
e  
j  
e  
t  
  
d  
e  
  
v  
o  
t  
r  
e  
  
r  
e  
c  
o  
u  
r  
s  
  
g  
r  
a  
c  
i  
e  
u  
x  
  
o  
u  
  
h  
i  
é  
r  
a  
r  
c  
h  
i  
q  
u  
e  
  
o  
u  
  
h  
i  
é  
r  
a  
r  
c  
h  
i  
q  
u  
e

Préfecture de police  
 1 bis, rue de Lutèce – 75195 PARIS 04  
 Tél : 3430 (0,06 €/min + prix d'un appel)  
<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr>

Préfecture de Police

75-2023-12-26-00009

Arrêté n° DOM 2023213 du 26 décembre 2023  
portant autorisation pour l'exercice de l'activité  
de domiciliation commerciale à la société ABC  
LIVE dans les locaux de son établissement  
secondaire sis 126 rue d'Alésia paris14

**Arrêté n° DOM 2023213 du 26 DECEMBRE 2023**

**portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale**

**Le préfet de Police,**

**VU** la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**VU** le code de commerce, notamment ses articles L. 123-10 à L. 123-11-8 et R. 123-166-1 à R. 123-171 ;

**VU** le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment son article 20 ;

**VU** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers notamment son article 4 ;

**VU** la demande reçue le 13 décembre 2023, formulée par Monsieur Patrick ALLIANY, président de la société ABC LIV, n° identifiant 314 503 996 R.C.S. PARIS, en vue d'obtenir l'agrément préfectoral pour son établissement secondaire, sis 126 rue d'Alésia – 75014 PARIS, conformément à l'article L. 123-11-3 du code de commerce ;

**CONSIDERANT** que ladite société met à disposition des personnes domiciliées des locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise conformément à l'article R. 123-168 du code de commerce, au sein de son établissement secondaire ;

**CONSIDERANT** les pièces produites par le pétitionnaire ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 :**

La société ABC LIV, dont le siège social est situé 2 bis rue Dupont de l'Eure - 75020 PARIS, est autorisée à exercer l'activité de domiciliation commerciale, dans les locaux de son établissement secondaire sis 126 rue d'Alésia – 75014 PARIS, pour une durée de 6 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Conformément à l'article R. 123-166-4 du code de commerce, toute modification substantielle portant sur le titulaire de l'agrément, les locaux et les moyens selon lesquels le titulaire dispose des locaux (bail, titre de propriété...), doit être déclarée dans un délai de **deux mois** et les pièces justificatives fournies à la Préfecture de Police de Paris – Direction des usagers et des polices administratives – Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – Section domiciliations, 1 bis rue de Lutèce 75195 PARIS Cedex 04.

### **Article 3 :**

Le directeur des usagers et des Polices administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de Police.

Pour le préfet de Police et par délégation

L'adjointe au chef du bureau  
des polices administratives de sécurité

Marion CHAUDRET

### **Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, auprès du préfet de Police – DUPA– Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – 1 bis rue de Lutèce – 75195 PARIS CEDEX 04.
- un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer - Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques-Place Beauvau -75008 Paris
- un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture de Police

75-2023-12-22-00045

Arrêté n° DOM 2023215 du 22 décembre 2023  
portant autorisation pour l'exercice de l'activité  
de domiciliation commerciale à la société  
DOMACT dont le siège social est situé au 1  
passage des Acacias Paris 17 à exercer pour une  
durée de 6 ans

**Arrêté n° DOM 2023215 du 22 DECEMBRE 2023**

**portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale**

**Le Préfet de Police,**

**VU** la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**VU** le code de commerce, notamment ses articles L. 123-10 à L. 123-11-8 et R. 123-166-1 à R. 123-171 ;

**VU** le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment son article 20 ;

**VU** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers notamment son article 4 ;

**VU** l'arrêté n° DOM 2010649 du 13 juin 2016 et caduc depuis le 12 juin 2022, autorisant la société DOMACT, n° identifiant 821 354 263 R.C.S. PARIS, à exercer l'activité de domiciliation dans les locaux de son siège social et établissement principal sis 1 passage des Acacias – 75017 PARIS ;

**VU** la demande reçue le 19 octobre 2023, complétée le 08 novembre 2023, formulée par Madame Aurélia DESLANDES, gérante de la société susmentionnée, en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément préfectoral pour son siège social et établissement principal, conformément à l'article L. 123-11-3 du code de commerce ;

**CONSIDERANT** que ladite société met à disposition des personnes domiciliées des locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise conformément à l'article R. 123-168 du code de commerce, au sein de son siège social et établissement principal;

**CONSIDERANT** les pièces produites par le pétitionnaire ;

**SUR** proposition du directeur des usagers et des polices administratives;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 :**

La société DOMACT, dont le siège social est situé 1 passage des Acacias – 75017 PARIS, est autorisée à exercer l'activité de domiciliation commerciale, dans les locaux de son siège social et établissement principal, pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Conformément à l'article R. 123-166-4 du code de commerce, toute modification substantielle portant sur le titulaire de l'agrément, les locaux et les moyens selon lesquels le titulaire dispose des locaux (bail, titre de propriété...), doit être déclarée dans un délai de **deux mois** et les pièces justificatives fournies à la Préfecture de Police de Paris – Direction des usagers et des polices administratives – Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – Section domiciliations 1 bis rue de Lutèce – 75195 Paris Cedex 04.

### **Article 3 :**

Le Directeur des usagers et des Polices administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de Police.

Pour le préfet de Police et par délégation

L'adjointe au chef du bureau  
des polices administratives de sécurité

Marion CHAUDRET

### **Délais et voies de recours**

*Conformément aux articles L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :*

- un recours gracieux, auprès du Préfet de Police – DUPA– Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – 1 bis rue de Lutèce – 75195 Paris Cedex 04*
- un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer - Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques-Place Beauvau -75008 Paris*
- un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*



Préfecture de Police

75-2023-12-29-00005

Arrêté n° DOM 2023223 du 29 décembre 2023  
portant autorisation pour l'exercice de l'activité  
de domiciliation commerciale

**Arrêté n° DOM 2023223 du 29 DÉCEMBRE 2023**

**portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale**

**Le préfet de Police,**

**VU** la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**VU** le code de commerce, notamment ses articles L. 123-10 à L. 123-11-8 et R. 123-166-1 à R. 123-171 ;

**VU** le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment son article 20 ;

**VU** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers notamment son article 4 ;

**VU** l'arrêté n° DOM 2010243R1 du 20 décembre 2017, autorisant la société EURO.DOM, n° identifiant 444 968 572 R.C.S. PARIS, à exercer l'activité de domiciliation dans les locaux de son siège social et établissement principal sis 47 rue Berger – 75001 PARIS, pour une durée de six ans ;

**VU** la demande reçue le 19 décembre 2023, formulée par Monsieur Olivier SAREZINSKI, gérant de la société susmentionnée, en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément préfectoral pour son siège social et établissement principal, conformément à l'article L. 123-11-3 du code de commerce ;

**CONSIDERANT** que ladite société met à disposition des personnes domiciliées des locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise conformément à l'article R. 123-168 du code de commerce, au sein de son siège social et établissement principal ;

**CONSIDERANT** les pièces produites par le pétitionnaire ;

**SUR** proposition du directeur des usagers et des polices administratives ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 :**

La société EURO.DOM, dont le siège social est situé 47 rue Berger – 75001 PARIS, est autorisée à exercer l'activité de domiciliation commerciale, dans les locaux de son siège social et établissement principal, pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Conformément à l'article R. 123-166-4 du code de commerce, toute modification substantielle portant sur le titulaire de l'agrément, les locaux et les moyens selon lesquels le titulaire dispose des locaux (bail, titre de propriété...), doit être déclarée dans un délai de **deux mois** et les pièces justificatives fournies à la Préfecture de Police de Paris – Direction des usagers et des polices administratives – Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – Section domiciliations 1 bis rue de Lutèce – 75195 Paris Cedex 04.

### **Article 3 :**

Le Directeur des usagers et des Polices administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de Police.

Pour le préfet de Police et par délégation

L'adjointe au chef du bureau  
des polices administratives de sécurité

Sidonie DERBY

### **Délais et voies de recours**

*Conformément aux articles L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :*

- un recours gracieux, auprès du Préfet de Police – DUPA– Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – 1 bis rue de Lutèce – 75195 Paris Cedex 04*
- un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer - Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques-Place Beauvau -75008 Paris*
- un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

Préfecture de Police

75-2023-12-29-00004

Arrêté n° DOM 2023224 du 29 décembre 2023  
portant autorisation pour l'exercice de l'activité  
de domiciliation commerciale

**Arrêté n° DOM 2023224 du 29 DÉCEMBRE 2023**

**portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale**

**Le préfet de Police,**

**VU** la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**VU** le code de commerce, notamment ses articles L. 123-10 à L. 123-11-8 et R. 123-166-1 à R. 123-171 ;

**VU** le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment son article 20 ;

**VU** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers notamment son article 4 ;

**VU** la demande reçue le 19 décembre 2023, formulée par Monsieur Patrice CAVALIER, président de la société HPC PARTNERS, n° identifiant 908 812 175 R.C.S. PARIS, elle-même présidente de la société COWOOL FLUVIA, n° identifiant 948 961 149 R.C.S. PARIS, en vue d'obtenir l'agrément préfectoral pour son établissement secondaire, sis 6 avenue Hubert Curien – 31000 TOULOUSE, conformément à l'article L. 123-11-3 du code de commerce ;

**CONSIDERANT** que ladite société met à disposition des personnes domiciliées des locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise conformément à l'article R. 123-168 du code de commerce, au sein de son établissement secondaire ;

**CONSIDERANT** les pièces produites par le pétitionnaire ;

## A R R Ê T E

### **Article 1 :**

La société COWOOL FLUVIA, dont le siège social est situé 14 rue Cambacérès – 75008 PARIS, est autorisée à exercer l'activité de domiciliation commerciale, dans les locaux de son établissement secondaire sis 6 avenue Hubert Curien – 31000 TOULOUSE, pour une durée de 6 ans , à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Conformément à l'article R. 123-166-4 du code de commerce, toute modification substantielle portant sur le titulaire de l'agrément, les locaux et les moyens selon lesquels le titulaire dispose des locaux (bail, titre de propriété...), doit être déclarée dans un délai de **deux mois** et les pièces justificatives fournies à la Préfecture de Police de Paris – Direction des usagers et des polices administratives – Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – Section domiciliations, 1 bis rue de Lutèce 75195 PARIS Cedex 04.

### **Article 3 :**

Le directeur des usagers et des Polices administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de Police.

Pour le préfet de Police et par délégation

L'adjointe au chef du bureau  
des polices administratives de sécurité

Sidonie DERBY

### **Délais et voies de recours**

*Conformément aux articles L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :*

- un recours gracieux, auprès du préfet de Police – DUPA– Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – 1 bis rue de Lutèce – 75195 PARIS CEDEX 04.
- un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer - Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques-Place Beauvau -75008 Paris
- un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).